

Perspective des **REFORMES ÉCONOMIQUES®**

25 ans de renforcement de la démocratie à travers les réformes axées sur le marché

4 novembre 2009

Approches novatrices pour la promotion de valeurs démocratiques axées sur le marché

M. Jaroslav Romanchuk
directeur, Centre analytique « Stratégie »

Mme. Elena Suhir
Administratrice de programmes - Eurasia, CIPE

Aperçu de l'article

- La bonne gouvernance repose sur un processus et un engagement qui exigent l'implication généralisée des parties intéressées par le biais de voies de communication efficaces.
- Les coalitions consensuelles fondées sur un ensemble de priorités réformistes concrètes sont un élément pragmatique indispensable à tout programme de plaidoyer viable.
- Tout dialogue public/privé fructueux requiert un climat de respect mutuel et des recommandations concrètes en matière de réforme.
- Les partenariats stratégiques entre cellules de réflexion pro-marché et associations professionnelles pro-réforme sont indispensables à la réussite des initiatives de plaidoyer locales aux politiques.

Pour commenter sur cet article, rendez-vous sur le Development Blog du CIPE : www.cipe.org/blog.



publié par le

Centre International pour l'Entreprise Privée

Affilié à la Chambre de commerce des États-Unis

1155 Fifteenth Street NW • Suite 700 • Washington, DC 20005 • USA

Tél. : (202) 721-9200 • www.cipe.org/francais • courriel : francais@cipe.org

Glissement démocratique au Bélarus

La chute du mur de Berlin a symbolisé l'effondrement du totalitarisme en Europe de l'Est. Malgré une brève remontée prometteuse de la démocratie au début des années 1990, certains pays de la région, dont le Bélarus, ont connu un important recul de la démocratie. Chefs d'opposition, journalistes indépendants, et propriétaires d'entreprises ont été harcelés sans répit dans un climat croissant d'oppression politique et de violations des droits de la personne. L'ingérence gouvernementale croissante a d'autre part nuit à l'économie.

La bonne gouvernance repose sur un processus et un engagement qui exigent l'implication généralisée des parties intéressées par le biais de voies de communication efficaces. Le désenchantement et les conditions difficiles ont cependant incité le secteur des affaires à s'organiser, à protéger ses droits, et à militer en faveur de la réforme. Certains entrepreneurs ont choisi de manifester publiquement pour forcer le gouvernement à revoir ses politiques, tandis que d'autres ont joint des associations professionnelles pour mieux défendre leurs droits. Cette approche novatrice en matière de réforme, à savoir des coalitions d'affaires consensuelles de plaider en faveur de la réforme économique, a remporté un certain succès au Bélarus.

En quoi les modes traditionnels de soutien à la réforme démocratique sont-ils insuffisants

Le Bélarus ne fait pas partie de la communauté des économies de transition. La libéralisation politique et la démocratisation, incitatifs notoires de réformes économiques dans d'autres pays post-communistes, y ont été suspendues dès 1994. Il y a eu renversement de la poussée démocratique au cours des années suivantes après que le président Lukashenka se soit assuré le plein pouvoir par le biais de manœuvres anticonstitutionnelles. Il ne faut pas s'étonner, compte tenu de ces reculs de la démocratie, que la population en général se soit retirée du processus d'élaboration des politiques.

Plusieurs facteurs fondamentaux expliquent ce désengagement. Tout d'abord, la puissante machine de propagande gouvernementale ne cesse de qualifier la forme actuelle de gouvernance d'option plus sécuritaire et plus avantageuse que les réformes démocratiques déclarées sources de chaos, d'instabilité, et de pauvreté. La voyoucratie de ce qu'il est convenu d'appeler les « révolutions de couleur » survenues en Ukraine en 2003, en Géorgie en 2004, et au Kirghizstan en 2005, qui n'ont pas su assurer l'accès à la prospérité, a été présentée à la population comme une forme de démocratie. La véritable signification de la démocratie a été sérieusement faussée au Bélarus, surtout depuis que les dirigeants pro-démocratie ont été bannis des médias contrôlés par l'État, principale voie de transmission de l'information. Les organisations civiles locales sont incapables de contrer cette imposante machine étatique de désinformation. Les Bélarussiens ordinaires ne disposent donc pas des outils nécessaires pour comprendre la véritable nature de la démocratie et le lien étroit entre croissance économique (prospérité) et gouvernance démocratique.

Les autres facteurs qui empêchent la population bélarussienne de s'impliquer massivement dans les mouvements démocratiques communautaires relèvent de l'héritage soviétique néfaste. Pendant longtemps, les Bélarussiens ont sacrifié leur désir de liberté au profit d'une simple promesse de stabilité et de confort matériel après des années de pauvreté, de guerres dévastatrices et de périodes récurrentes de répression politique. Aujourd'hui, la bureaucratie gouvernementale solidement ancrée, par ailleurs étrangement semblable à la bureaucratie soviétique antérieure, veille à ce que toute participation à la vie civile susceptible d'être une menace pour le régime en place soit sévèrement punie. Si, règle générale, la démocratie est perçue comme un élément positif, toute tentative d'un citoyen bélarussien d'exercer ses droits démocratiques l'exposera au harcèlement, à l'emprisonnement, à la perte de son emploi ou de son entreprise ou à toute autre forme de punition.

Enfin, le haut degré de méfiance de la population locale à l'égard des activistes pro-démocratie a nettement contribué à freiner l'implantation des

réformes démocratiques au Bélarus. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette méfiance dont, sans s'y limiter, la propagande officielle anti-opposition, les lacunes organisationnelles et les ressources limitées des artisans de la réforme, la crainte de répercussions et l'absence de tribunes propices à un débat public susceptible de faire connaître les avantages des libertés économique et politique.

Plate-forme nationale pour les affaires : un nouvel outil de création d'institutions commerciales démocratiques

Année après année, les sondages externes et internes menés au Bélarus révèlent que le secteur des affaires est le principal partisan des réformes démocratiques à grande échelle. Ainsi, selon un récent sondage Gallup¹, trois Bélarussiens sur quatre (73 pour cent), qui sont propriétaires d'entreprises ou songent à l'être, jugent la démocratie essentielle au développement de leur pays. Ces chiffres confirment les observations du CIPE à l'échelle internationale au cours des 25 dernières années, qu'il s'agisse du Makati Business Club aux Philippines ou du G-17 en Serbie. La stratégie visant à former une vaste coalition consensuelle du changement, axée sur le secteur des affaires, peut favoriser l'implantation de réformes. La campagne de plaidoyer menée par le secteur des affaires obtient depuis peu des résultats prometteurs au Bélarus.

Le processus de réforme économique soutenu par le secteur privé et fondé sur un véritable Programme National pour les Affaires, s'est révélé être un outil précieux non seulement au Bélarus mais en Égypte, au Monténégro, en Russie et ailleurs. Les programmes nationaux pour les affaires incitent le secteur des affaires à exploiter ses compétences et l'expertise locale pour influencer les politiques officielles. Au Bélarus, une vaste association professionnelle intersectorielle s'est alliée à deux importantes cellules de réflexion pour mener la réforme. Le Syndicat des entrepreneurs et employeurs de Minsk (MUEE) s'est allié en 2006 au Centre d'analyse « Stratégie » et à l'Institut de privatisation et de recherche en gestion (IPM) pour

mener une enquête auprès de plus de 2 000 petites et moyennes entreprises (PME) et entrepreneurs particuliers et élaborer un programme national de réforme économique. L'ébauche de cette stratégie nationale du secteur des affaires pour le développement du Bélarus est devenue la Plate-forme nationale pour les affaires (PNA).

Toute activité fructueuse de plaidoyer requiert des coalitions consensuelles fondées sur des priorités concrètes en matière de réforme. La concertation a d'ailleurs été la pierre angulaire de la réussite de la PNA. Le MUEE a confié à six groupes d'étude, établis en fonction des priorités identifiées par le secteur des affaires, le mandat d'émettre des recommandations concrètes en matière de réforme des politiques. Chaque groupe d'étude était composé de représentants du secteur privé, de cellules de réflexion pro-marché et d'experts de renom qui ont encouragé d'autres intervenants du secteur des affaires et de la société civile à participer à des débats stratégiques. Les membres des groupes d'études ont visité au moins tous les trois mois diverses régions du pays pour mobiliser le secteur des affaires d'un bout à l'autre du Bélarus et recueillir ses observations sur la PNA projetée afin d'assurer une représentativité nationale optimale dans le cadre de la rédaction de la plate-forme.

Unie par ces six priorités concrètes en matière de réforme politique, identifiées de façon unanime par les PME, le secteur des affaires a lutté avec acharnement pendant trois ans pour éventuellement obtenir d'importantes réformes législatives dans des domaines fondamentaux tels que la protection des droits de propriété, une plus grande transparence au niveau de la prise de décisions, des règles de jeu équitables en matière de concurrence, un meilleur système d'imposition, un meilleur accès à l'information et la participation au processus d'élaboration des politiques. Ces composantes d'une économie de marché fonctionnelle sont indispensables à la gouvernance démocratique.

Avant de mettre au point la version finale annuelle de la PNA, le MUEE, l'IPM, et le Centre d'analyse « Stratégie » tiennent des tables rondes en divers endroits pour connaître l'opinion des

secteurs public et privé et des organisations non-gouvernementales (ONG). En 2007, plus de 12 000 entreprises ont contribué à la rédaction de la PNA. Ce chiffre est passé à 18 000 entreprises en 2008 et à plus de 30 000 entreprises en 2009.

Il y a eu dix-neuf révisions de la dernière PNA en raison de l'imposant volume d'informations issues du secteur des affaires et des débats nationaux de haut calibre. Une fois rédigée, la PNA de 2009 a été soumise dans le cadre d'une importante assemblée nationale réunissant plus de 250 dirigeants des secteurs public et privé. La PNA a été adoptée lors de la conférence nationale, hormis une abstention. Le président du Comité national de statistiques du Bélarus s'est publiquement prononcé en faveur de l'intégration de la PNA au programme gouvernemental de développement économique.

Le gouvernement a adopté près de la moitié (51 sur 112) des propositions recommandées en 2008 par le secteur des affaires dans le cadre de la PNA. Parmi les répercussions de ces changements notons la réduction importante de l'appropriation d'entreprises locales par l'État (retrait du soi-disant mécanisme « d'action préférentielle »), le blocage opportun de la législation anticommerciale qui si appliquée aurait entraîné la fermeture de quelques 220 000 entreprises, l'augmentation de 35 pour cent de l'enregistrement de nouvelles entreprises depuis février 2009, l'introduction d'un impôt uniforme sur le revenu de 12 pour cent et la réduction de la taxe de vente de 15 à 5 pour cent. Ces réformes ont grandement amélioré le climat commercial et contribué à consolider le monde des affaires bélarussien.

L'union fait la force

Des changements importants au niveau local ont accompagné les réformes législatives au Bélarus. Le processus d'élaboration de la PNA a été un premier pas vers l'adoption d'un processus d'élaboration des politiques transparent et efficace en tant que modèle de bonne gouvernance. Le secteur des affaires qui s'est rallié à la PNA a par la suite mis sur pied la Confédération nationale des entrepreneurs. Créée au départ en 2007 par une douzaine d'associations

professionnelles à titre d'alliance pro-marché officieuse, la confédération est devenue en deux ans une coalition officielle homologuée réunissant plus de 30 associations professionnelles non-gouvernementales indépendantes et organisations de soutien à l'entreprise. Cette augmentation marquée et constante de l'adhésion démontre clairement que la coalition est précieuse pour le secteur des affaires. Ses dirigeants défendent les intérêts de 90 000 entreprises et entrepreneurs qui représentent plus de 250 000 emplois et plus de 45 pour cent du PIB généré par le secteur privé au Bélarus.

Au fil du temps, cette coalition est devenue une force trop importante et trop constructive pour être ignorée. Les réalisations concrètes ont peu à peu stimulé la confiance, conférant à l'entrepreneuriat une image plus positive de moteur de prospérité et de réforme et d'outil permettant à l'ensemble de la population bélarussienne de participer au processus d'élaboration des politiques.

La crise financière actuelle offre au monde des affaires favorable aux réformes de nouvelles occasions de promouvoir le changement. En raison de la crise, la population en général et le gouvernement s'intéressent davantage aux réformes économiques requises pour régler les problèmes actuels de monnaie dévaluée, d'inflation grimpante, d'augmentation de la dette, de chômage croissant, de réduction des pensions et d'importantes baisses salariales. Si l'administration présidentielle bélarussienne nie officiellement l'existence d'une crise financière au Bélarus, elle a discrètement demandé aux économistes de l'opposition de trouver des solutions commerciales concrètes pour résoudre ces graves problèmes, ce qui confirme l'importance du processus de réformes fondées sur la PNA.

La capacité du gouvernement à assurer la prospérité économique de ses citoyens est nettement moindre depuis le début de la crise économique mondiale, ce qui à son tour mine la confiance du public quant à la capacité du gouvernement de gérer la récession. L'Institut indépendant de recherche socio-économique (NISEPI), une importante firme locale de sondage, a mené en mars 2009 une enquête qui a révélé que 49,6 pour cent de la population

bélarussienne tient l'administration présidentielle responsable de la détérioration des conditions économiques au pays.² Selon une enquête similaire menée l'an dernier, seulement un tiers de la population critiquait alors l'administration pour sa gestion du contexte financier national.

Tisser des liens au profit de la réforme

Les partenariats stratégiques entre cellules de réflexion pro-marché et associations professionnelles favorables à la réforme sont essentiels pour assurer la réussite des initiatives de palidoyer locales axées sur les politiques. Les cellules de réflexion qui travaillent en étroite collaboration avec le monde des affaires comptent sur des entrepreneurs qui ont les capacités intellectuelles requises pour favoriser le consensus au sein des divers secteurs commerciaux et rallier les diverses parties concernées sous une seule bannière réformiste. Le Centre d'analyse « Stratégie », l'Institut de privatisation et l'IPM ont collaboré avec la Confédération des entrepreneurs pour élaborer année après année une PNA constructive, positive et pratique, conçue en fonction de l'avenir.

Parmi les outils proposés par les cellules de réflexion notons les leçons tirées des indicateurs internationaux et l'analyse des études de cas pertinents et des meilleures pratiques. Ces outils démontrent en quoi liberté économique et défense des intérêts par les coalitions peuvent contribuer à accroître la prospérité en établissant des règles de jeu équitables pour toutes les entreprises, en favorisant la primauté du droit et en protégeant la propriété privée. Les cellules de réflexion fournissent également au monde des affaires et aux consommateurs une mise en contexte et une analyse des obstacles administratifs qui se traduisent par un coût élevé de la conduite des affaires, des prix élevés, une production inefficace et autres déficiences nées de l'ingérence gouvernementale excessive dans la conduite des affaires et un secteur parallèle en pleine croissance.

Les cellules de réflexion peuvent aider de façon significative le monde des affaires à établir l'ordre du jour pour la tenue de séminaires

d'information sur les avantages de la liberté économique, d'institutions redevables, de processus d'élaboration des politiques transparents et de saine gouvernance née de l'engagement des parties concernées et de voies de communication ouvertes. Parmi les intervenants désireux de participer à ces séminaires très courus notons entrepreneurs, étudiants, professeurs, journalistes, dirigeants de partis politiques et autres représentants de la société civile. Selon la rétroaction fournie par les participants, les renseignements communiqués par le monde des affaires sur les vertus de l'entrepreneuriat et de la liberté économique sont très précieux pour le grand public. De par son effet multiplicateur, cette initiative a permis de tisser un réseau national de plus de 2 000 particuliers capables de comprendre les questions économiques et les valeurs démocratiques fondamentales et d'en débattre au sein de leurs communautés.

S'inspirant du processus de réforme de la PNA, axée sur la plaidoyer, des étudiants et autres jeunes, y compris des entrepreneurs actifs et en devenir, ont introduit le Concept de politique de la jeunesse pour promouvoir le leadership et l'activisme au sein de la jeunesse bélarussienne. Le concept initial a été élaboré conjointement par le Centre d'analyse « Stratégie » et un groupe de travail composé de trente étudiants impliqués dans le processus de la PNA. Des centaines d'étudiants membres de cette initiative politique ont également participé bénévolement à une campagne d'information intitulée « porte à porte – cœur à cœur », dans le cadre de laquelle ils ont distribué dans leur quartier et autres régions bélarussiennes de la documentation sur la PNA et la liberté économique.

Le Concept de politique de la jeunesse s'est progressivement transformé en un programme consensuel en sept points établissant les priorités des jeunes en matière de réforme, à savoir l'éducation, le travail, le logement, l'immobilier et le service militaire. Cette initiative visait à recueillir l'opinion des étudiants et des professeurs de quarante universités de tous les coins du pays et de soumettre au gouvernement des recommandations en matière de réforme pour la mise au point d'un programme progressif de changement axé sur les libertés.

Consolidation des valeurs et processus démocratiques axés sur le marché

Élections libres, respect des droits de la personne, liberté d'expression, et liberté de presse sont la pierre angulaire de toute démocratie dynamique. Mais la véritable démocratie et les institutions démocratiques ne peuvent exister que si la population participe au processus décisionnel sur une base quotidienne. Un processus décisionnel propice à l'implication et à la participation des parties intéressées engendre une meilleure gouvernance, axée sur la transparence et la responsabilisation. Une telle implication exige cependant un dialogue ouvert, des partenariats civils, une confiance mutuelle et un certain respect au niveau du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Il faut à cet égard que les parties concernées s'entendent sur les enjeux de la réforme essentiels à la croissance et au développement afin d'instaurer une gouvernance saine, responsable et légitime.

La PNA est un outil de plaidoyer fort efficace non seulement pour améliorer le climat commercial, mais aussi pour promouvoir les valeurs et principes démocratiques par le biais de la participation des parties concernées au processus d'élaboration des politiques. Le monde des affaires biélorusse s'est servi de la PNA pour que l'ensemble du monde des affaires fasse front commun et pour proposer un programme consensuel concret sur lequel tisser des liens entre la société civile et le secteur privé.

Ces processus locaux d'établissement de coalitions et de renforcement des associations contribuent à promouvoir une approche ascendante en matière de réforme démocratique. Les élections parlementaires de 2008 au Bélarus ont démontré que les personnes qui participent aux processus et activités de la PNA collaborent aussi aux campagnes politiques des candidats démocratiques. Tous les candidats de l'opposition et bon nombre de candidats sortants ont rapidement intégré des éléments de la PNA à leur plate-forme. D'autre part, la plate-forme anti-crise mise récemment de l'avant par les Forces démocratiques unies, qui regroupent les huit principaux partis d'opposition, ont fait de la PNA

un des quatre piliers de la réforme. Cela démontre qu'il faut absolument, pour mobiliser le soutien à la réforme, se concentrer sur les préoccupations qui touchent directement la population.

Le niveau sans précédent de concertation atteint dans le cadre du processus d'élaboration de la PNA a généré un dialogue public/privé fort constructif entre le monde autonome des affaires et les principaux organismes gouvernementaux. Les réformes fondées sur la PNA ont grandement contribué à réduire les coûts commerciaux des PME par le biais de règles de jeu plus équitables et de meilleurs incitatifs de transparence et de responsabilisation. Cette démarche démontre que le plaidoyer local donne des résultats positifs non seulement au niveau des changements d'orientation, mais aussi de la participation démocratique au processus d'élaboration des politiques.

Plate-forme nationale pour les affaires : impact sur la réforme au Bélarus

- Près de la moitié des recommandations du monde des affaires intégrées à la PNA ont été adoptées entièrement ou partiellement par le gouvernement, y compris les recommandations afférentes aux modifications fiscales, aux inspections, à la transparence et à la libération des prix.
- Une résolution anti-entreprises qui aurait contraint plus de 80 pour cent des PME d'importation à fermer leurs portes a pu être bloquée avant son adoption.
- Les chefs d'entreprises de tous les coins du Bélarus, y compris dans les régions les plus éloignées, ont intensifié leur soutien à la PNA grâce à la campagne nationale de plaidoyer local locale qui a rejoint quelques 15 000 entrepreneurs, propriétaires d'entreprises, et dirigeants de la société civile.

Vers l'avenir

Trouver de nouveaux cadres et de nouvelles approches pour promouvoir les réformes économiques et accroître la participation populaire au processus d'élaboration des politiques est aujourd'hui indispensable. Il faut pour que les initiatives de consolidation de la liberté économique et des valeurs démocratiques soient fructueuses, que le soutien

à la réforme vienne de vastes coalitions sociales d'entreprises, d'ONG, d'universitaires et autres parties concernées. Pour faciliter leur implication, il vaut mieux traiter de questions pragmatiques qui concernent directement les besoins, préoccupations et priorités de la société. Le débat sur les véritables avantages de la gouvernance démocratique axée sur le marché pourra alors s'intensifier de façon significative.

La bonne gouvernance est un système fondé sur des processus. Les processus démocratiques introduits au Bélarus dans le cadre des initiatives d'élaboration de la PNA ciblent directement les priorités actuelles et les objectifs réformistes à long terme. La PNA a non seulement mis fin à une législation qui aurait pu faire disparaître des petites entreprises, mais elle leur a permis d'avoir voix au chapitre et d'influencer la réforme de façon positive. D'importantes réalisations sur le plan législatif ont non seulement contribué à améliorer le monde des affaires, ce qui est essentiel à la survie et au développement de l'entrepreneuriat, mais aussi à instaurer la confiance locale pour une plus grande implication civile. Pour la première fois au Bélarus, des dirigeants du monde des affaires de tous les coins du pays ont pris part, grâce au processus d'élaboration de la PNA, à de vifs débats politiques sur des questions de fond, qui année après année ont abouti à un programme consensuel. Des artisans de la réforme issus du secteur privé ont travaillé de concert avec des législateurs, des fonctionnaires, des membres de partis politiques, divers représentants d'ONG, des étudiants, des professeurs et des journalistes à la promotion des visées réformistes.

Dans une société fermée telle que le Bélarus, les différentes étapes vers la réforme démocratique favorisent également le changement en habilitant les dirigeants de la société civile et les communautés qui sont traditionnellement exclus du processus d'élaboration des politiques. Dans les sociétés qui, règle générale, découragent le leadership et le militantisme communautaires et où la vie communautaire est déficiente, les programmes axés sur l'identification d'enjeux consensuels concrets se révèlent efficaces pour mobiliser le soutien aux

réformes. La promotion des politiques publiques au niveau local ouvre des voies de communication indispensables à un dialogue dynamique entre les secteurs public et privé, stimule la demande de transparence et de responsabilisation et facilite l'adoption d'une approche ascendante officielle en matière de réforme. De par ses actions, le secteur privé bélarussien confirme qu'une voix collective constructive et positive peut donner des résultats concrets et favoriser la participation civile. Ces initiatives jettent les bases de la réforme.

Notes

¹ English, Cynthia et Neli Esipova, "Democracy Important to a Majority of Belarusians," Gallup, 4 avril 2008, www.gallup.com/poll/106126/Democracy-Important-Majority-Belarusians.aspx

² Independent Institute of Socio-Economic and Political Studies, www.iiseps.org/smi1997.html.

M. Jaroslav Romanchuk est directeur exécutif de la cellule de réflexion autonome Centre d'analyse « Stratégie » de Minsk au Bélarus. Il a écrit plusieurs ouvrages sur la transition post-soviétique. Il s'est mérité le Prix Atlas de recherche économique de la Fondation Sir Anthony Fisher en 2008 et 2009, le prix Templeton Freedom en 2007 et 2008, et le prix Marshall Bruce Evoy de la Société internationale de liberté individuelle pour ses efforts de promotion de la liberté dans le monde.

Mme. Elena Suhir est administratrice de programmes du CIPE pour l'Europe de l'Est et l'Eurasie. Elle y gère divers programmes régionaux de lutte contre la corruption, d'amélioration du climat commercial, de gouvernance d'entreprise, de primauté du droit, de développement démocratique et de promotion de la liberté économique par le truchement de la participation locale, de l'éducation et du plaidoyer. Mme. Suhir est titulaire d'un baccalauréat de la Elliott School of International Affairs de l'Université George Washington et d'une maîtrise en relations internationales de la Graduate School of Arts and Sciences de l'Université de New York.

Les points de vue exprimés par l'auteur sont personnels et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Centre International pour l'Entreprise Privée. Le Centre International pour l'Entreprise Privée autorise

la reproduction, la traduction et/ou la publication des articles originaux de la série « Perspective des Réformes Économiques » dans la mesure où (1) l'auteur original et le CIPE sont dûment mentionnés comme source, et où (2) le CIPE est avisé de la publication de l'article et en reçoit une copie à son bureau de Washington.

La série Perspective des Réformes Economiques est le service électronique et en ligne de distribution d'articles du CIPE. Il fournit des articles approfondis conçus pour un réseau de décideurs politiques, de chefs d'entreprise, d'artisans de la réforme civique, d'universitaires, ainsi que d'autres personnes intéressées par les enjeux relatifs à la réforme économique et à son lien avec le développement démocratique. Les articles sont envoyés par courrier électronique et publiés en ligne deux fois par mois. Si vous souhaitez vous abonner gratuitement, n'hésitez pas à rejoindre le réseau du CIPE en communiquant votre adresse électronique sur le site www.cipe.org. Le CIPE accepte volontiers les articles soumis par les lecteurs. La plupart des articles ont une longueur comprise entre trois et sept pages (de 1000 à 3000 mots), mais tout article

soumis ayant un rapport avec la mission du CIPE, à savoir mettre en place des institutions responsables et démocratiques par le biais de réformes axées sur le marché, sera examiné en fonction de son intérêt.

Le Centre International pour l'Entreprise Privée (CIPE) renforce la démocratie dans le monde par le biais d'une réforme axée sur le marché et sur l'entreprise privée. Le CIPE est l'un des quatre principaux instituts du National Endowment for Democracy et est une organisation à but non-lucratif affiliée à la Chambre de Commerce Américaine. Pendant 25 ans, le CIPE a travaillé avec des chefs d'entreprise, des décideurs politiques et des journalistes pour mettre en place les institutions civiques essentielles à une société démocratique. Les principaux domaines d'action du CIPE sont la lutte contre la corruption, la défense des politiques, les associations professionnelles, la gouvernance d'entreprise, la gouvernance démocratique, l'accès aux informations, le secteur informel et les droits de la propriété, les femmes et la jeunesse.